

Mercredi (après-midi) 23 novembre 2016

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie**42 2016.RRGR.620 Motion 126-2016 Alberucci (Ostermundigen, pvl)
Rente de situation de BKW: jouer la transparence**

N° de l'intervention: 126-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 07.06.2016
Déposée par: Alberucci (Ostermundigen, pvl) (porte-parole)
Kipfer (Münsingen, PEV)
Müller (Orvin, UDC)
Trüssel (Trimstein, pvl)
Cosignataires: 5
Urgence: refusée le 08.09.2016
N° d'ACE: 1134/2016 du 19 octobre 2016
Direction: TTE

Rente de situation de BKW: jouer la transparence

Le Conseil-exécutif, en tant que représentant de l'actionnaire majoritaire de BKW, est chargé

1. de communiquer chaque année au Grand Conseil (à compter des chiffres de 2015) les recettes supplémentaires engrangées par BKW grâce à la régulation des prix de l'électricité facturés aux clients captifs (composante tarifaire de l'énergie), avec comparaison des recettes effectives réalisées avec les clients captifs et celles réalisables sur le marché libre ;
2. d'indiquer chaque année au Grand Conseil (à compter des chiffres de 2015) les bénéfices réalisés par BKW résultant de l'utilisation du réseau ;
3. de communiquer chaque année au Grand Conseil (à compter des chiffres de 2015) le taux d'intérêt calculé du capital investi dans le réseau électrique ; et
4. de livrer chaque année au Grand Conseil (à compter des chiffres de 2015) une vue d'ensemble des recettes globales engrangées par le canton en relation avec BKW (dividende, impôts, taxes (p. ex. taxes de concession), etc.).

Développement :

BKW profite à double titre de sa zone de desserte :

1. Les prix de l'électricité pour les clients finaux sans accès au marché libre (clients captifs, cf. article 6, alinéa 2 de la loi sur l'approvisionnement en électricité, LApEI) sont largement régulés et assurent aux entreprises concernées une production de courant plus rentable qu'à celles exclusivement présentes sur le marché libre. Selon l'article 4 de l'ordonnance sur l'approvisionnement en électricité (OApEI), les prix de l'électricité facturés aux consommateurs finaux se fondent sur les coûts de production d'une exploitation efficace et sur les contrats d'achat à long terme du gestionnaire du réseau de distribution et non sur les prix du marché (actuellement bas).
2. L'Etat garantit aux gestionnaires de réseau une généreuse couverture de leurs coûts et un bénéfice : indépendamment de la conjoncture économique, BKW peut, par l'intermédiaire de la rémunération pour l'utilisation du réseau, reporter sur l'ensemble des consommateurs d'électricité les coûts de réseau imputables, qui comprennent les coûts d'exploitation et de capital liés à l'exploitation du réseau ainsi qu'un « bénéfice d'exploitation approprié » (cf. article 15 LApEI), étant précisé que l'actuel mode de calcul des coûts du capital est très généreux (cf. annexe I OApEI).

Pour les ménages et les entreprises du canton, cette rente de situation renchérit artificiellement le prix du courant.

Tant que le canton est l'actionnaire majoritaire de BKW, cette rente de situation peut être considérée comme un impôt (déguisé). En communiquant les recettes engrangées par le canton

et les communes chaque année (demande n° 4), on pourra estimer la part fiscale de la facture d'électricité.

Si le canton devait se retirer totalement de l'actionnariat de BKW, cette rente de situation pourrait toujours et encore s'apparenter au subventionnement d'autres propriétaires – en partant de l'hypothèse que BKW continue de gérer les domaines monopolistiques. Sachant qu'un retrait total pourrait s'accompagner d'un transfert du siège dans un autre canton ou à l'étranger, il faut intégrer les recettes fiscales dans la réflexion globale.

Pour garantir la transparence du débat à venir sur la participation dans BKW, le Conseil-exécutif est chargé de veiller à ce qu'il soit dûment fait état des recettes supplémentaires résultant de cette situation de monopole.

Réponse du Conseil-exécutif

BKW SA est une société anonyme au sens du Code suisse des obligations, dont les droits et obligations sont régis par la loi. Par conséquent, les droits des actionnaires à l'information se limitent essentiellement aux renseignements relatifs à la situation économique de la société. Un actionnaire n'est en principe pas habilité à demander de pouvoir consulter certaines données commerciales ou certains calculs, ou à ce qu'on les lui rende accessibles afin qu'il les publie ensuite à l'intention du grand public, comme il est requis dans la motion. C'est pourquoi le canton ne peut pas donner suite aux éléments de la motion ayant trait à des données confidentielles de l'entreprise (point 1).

Les autres informations souhaitées par les motionnaires (points 2 à 4) sont de fait déjà à la disposition du grand public et régulièrement publiées.

Les points de la motion appellent les réponses suivantes :

1. Les éventuelles recettes supplémentaires (en cas de prix du marché bas) ou pertes (prix du marché élevés) de la vente d'électricité dans le cadre de l'approvisionnement de base sont des données d'entreprise confidentielles. Pour des questions de concurrence et en raison de la situation juridique spécifique susmentionnée, ces informations ne peuvent pas être publiées.
2. Comme toute entreprise cotée en bourse, BKW SA rend compte, en toute transparence, de ses principaux résultats financiers. Son résultat d'exploitation lié au secteur réseau est d'ores et déjà publié dans ses rapports de gestion. En 2015, il s'élevait à 132 millions de francs.
3. Chaque année, le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) fixe le taux d'intérêt pour le capital lié aux investissements dans le réseau (*Weighted Average Cost of Capital, WACC*) sur la base des calculs de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) et après consultation de la Commission fédérale de l'électricité (Elcom), et le rend public. Ce taux s'applique à l'ensemble de la branche et s'élève actuellement à 4,7 pour cent. En 2017, il sera abaissé à 3,83 pour cent.
4. Ces informations figurent elles aussi dans le rapport de gestion, dont il ressort qu'en 2015, BKW SA a versé au canton les recettes suivantes :
 - intérêts et dividendes : 44,7 millions de francs ;
 - achat d'énergie (taxes d'eau et redevances de pompage) : 21,4 millions de francs ;
 - droits et taxes : 2,9 millions de francs ;
 - autres achats et prestations : 0,7 million de francs ;
 - impôts sur le bénéfice : 14,5 millions de francs.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

Le président. Wir kommen zu Traktandum 42, der Motion von Herrn Grossrat Alberucci, Transparenz bezüglich der Monopolrente der BKW. Der Regierungsrat lehnt diese Motion ab. Deshalb führen wir eine freie Debatte. Das Wort hat der Motionär.

Luca Alberucci, Ostermundigen (pvl). Der Strompreis ist in den letzten zehn Jahren auf einen Drittel gesunken. Die meisten KMU und wir als private Strombezüger haben davon überhaupt nichts gemerkt. Weshalb? Der Gesetzgeber verordnet einen fixen Tarif, der durchaus vom Marktpreis abweichen kann. Dieser fixe Tarif betrifft einerseits die Energiekosten und andererseits die Netzgebühren. Offensichtlich hat sich dieser Mischtarif in den letzten Jahren zu Gunsten der BKW entwickelt und zu Ungunsten der Berner Haushalte. Ich würde sagen, eigentlich ist diese Tarifierung nichts anderes als eine versteckte Steuer, die die Berner Bevölkerung jedes Jahr mit jeder Stromrechnung bezahlt. (*Le président agite sa cloche.*) Die vorliegende Motion will Transparenz schaffen und diese versteckte Steuer offenlegen, sodass wir Mitglieder des Grossen Rats als Gesetzgeber und als Mehrheitseigentümer bei den relevanten Geschäften der BKW auch fundiert entscheiden können.

Die Antwort des Regierungsrats stellt dar, dass es sich um vertrauliche Unternehmensdaten handelt, die nicht herausgegeben werden können. Ich bin der Meinung, dass jeder Aktionär, spätestens an der Generalversammlung jede Frage stellen kann, und dass jede Frage eines Hauptaktionärs beantwortet werden soll, wenn dadurch keine Aktionäre zu Schaden kommen. Der einzige mögliche Schaden für BKW wäre, dass wir als Gesetzgeber gescheitert werden und wissen, wie viel Rendite sie jedes Jahr mit der Steuerrechnung als versteckte Steuer von den Berner Haushalten holt. Zudem weise ich darauf hin, dass die Banken – ein Beispiel für eine andere Branche – Offenlegungspflichten haben, die weit über das Aktienrecht hinausgehen. Aus meiner Sicht ist somit das Argument, man könne gemäss Aktienrecht nicht gewisse Offenlegungspflichten einfordern, die jeden Aktionär gleich betreffen, nicht stichhaltig. Gut, der Regierungsrat will nun diese Transparenz nicht herbeiführen. Deshalb versucht die glp hier nach bestem Wissen und Gewissen eine Rechnung zu machen und herauszufinden, wie viel wir als Berner Haushalte der BKW geben und wie viel wir in Form von Dividenden, Steuern und Abgaben zurückerhalten.

Gehen wir punktweise vor: Der Punkt 4 der Motion betrifft das, was wir erhalten. Da sagt der Regierungsrat, wir erhalten in Form von Dividenden, Steuern und Abgaben 80 Mio. Franken pro Jahr. Punkt 2 sind die staatlich verordneten Gewinne auf dem Netz. Das ist also nicht private Marktwirtschaft. Das sind 130 Mio. Franken. Wenn man nun bereits eine Zwischenbilanz zieht, stehen wir bei plus 50 Mio. Franken Steuern, welche die BKW von unseren Haushalten erhält.

Gehen wir weiter zu Punkt 3: Dort geht es nicht um verordnete Gewinne, sondern um verordnete Kapitalkosten, welche die BKW in Form von Netzkosten den Strombezügern jedes Jahr weiterverrechnet. Die Motion verlangt einen Frankenbetrag. Wir erhalten eine Prozentzahl, die aus meiner Sicht schwer zu interpretieren ist. Diese Prozentzahl ist das sogenannte WACC, Weighted Average Cost of Capital, das aktuell 4,7 Prozent beträgt. Im nächsten Jahr soll es auf 4 Prozent heruntergehen. Hierzu eine Anmerkung: Die BKW hätte sich vorgestern zu 0,3 Prozent auf 5 Jahre finanzieren können. Somit sind die Fremdkapitalkosten der BKW im aktuellen, äusserst tiefen, Zinsumfeld extrem niedrig. Doch sie verrechnet den Berner Haushalten im nächsten Jahr 4 Prozent, im laufenden Jahr 4,7 Prozent. Das sind jedoch nur abstrakte Prozentzahlen, mich interessiert der Frankenbetrag.

Nun frage ich Sie, Frau Regierungsrätin: Wieviel beträgt dieser Frankenbetrag? Sind das nicht etwas die 300 Mio. Franken Aufwand wegen Energietransport, die im Geschäftsbericht auf Seite 9 ersichtlich sind? Zwischenbilanz: Mangels Fakten kann ich nur mit Hypothesen arbeiten. Wenn diese Hypothese stimmt, hätten wir eine Zwischenbilanz von plus 300 Mio. Franken, welche die BKW erhält.

Punkt 1 der Motion: Da geht es um die gesetzlich vorgeschriebene Weiterverrechnung der Produktionskosten. Auch das kann man nur mit gebundenen Kunden machen, und auch hier bin ich sehr schlecht informiert. Ich habe keine Ahnung, wie man diesen Betrag abschätzt, aber ich mache trotzdem ein Endsaldo: Wir sind bei mehreren Hundert Millionen Franken angenommener, versteckter Steuern, die wir jedes Jahr unserem Unternehmen BKW aus unseren Haushalten quasi gutschreiben. (*Le président demande à l'orateur de conclure.*) Ich komme zum Abschluss. Das ist meine dritte Session und das ist das dritte Mal, dass in diesem Rat über die BKW debattiert wird. Im Juni ging es ... (*Le président demande une nouvelle fois à l'orateur de conclure.*) Ich komme zum Schluss. Im Juni ging es um die Konkurrenzierung der Installationsfirmen und im September ging es um Wasserzinsen. Inskünftig werden wir über die Eigentümerstrategie sprechen, über Abgeltung von Solardächern (*Le président insiste et demande à l'orateur de conclure après avoir terminé sa phrase.*) Ich hoffe, dass wir diese Motion überweisen und inskünftig mit klaren Fakten die wichtigen Diskussionen führen können.

Le président. Das ist ein guter Abschluss, wenn ich sage, Sie müssten zum Schluss kommen. Wir machen hier einen kurzen Unterbruch. Wir haben Leute auf der Gästetribüne, die wegen den Wahlergebnisse hier sind und danach vielleicht wieder gehen möchten. Wir hatten relativ viele Wahlen. Erlauben Sie mir bitte, dass ich sie ein bisschen verkürzt mitteile. Ich werde nicht bei jeder Wahl jede Position aufführen, sondern einfach sagen, wie viele gültige Wahlzettel und allenfalls wie viele leere eingegangen sind. Ich hoffe, Sie sind damit einverstanden.

(Délibération groupée des élections, voir affaire 2016.RRGR.71.)

Résultats des élections dans les commissions

Affaire 2016.RRGR.968. Résultat de l'élection d'un membre UDC de la CSoc au 1^{er} décembre 2016

Bulletins distribués : 154, bulletins rentrés : 144, dont 29 blancs et 1 nul, bulletins entrant en ligne de compte : 114, majorité absolue : 58. Est élu :

Stefan Hofer par 111 voix

Voix éparses : 3

Affaire 2016.RRGR.957. Election d'une membre suppléante PBD de la CIAT

Bulletins distribués : 154, bulletins rentrés : 153, dont 16 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 137, majorité absolue : 69. Est élue :

Anita Luginbühl-Bachmann par 135 voix

Voix éparses : 2

Affaire 2016.RRGR.990. Election d'un membre PS de la CFin

Bulletins distribués : 154, bulletins rentrés : 154, dont 3 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 151, majorité absolue : 76. Est élu :

Daniel Wyrsch par 151 voix

Résultat des élections dans les autorités judiciaires

Affaire 2016.RRGR.940. Résultat de l'élection complémentaire d'un juge germanophone de la Cour suprême (à 100%), pour la période du 01.02.2017 au 31.12.2022

Bulletins distribués : 152, bulletins rentrés : 152, dont 2 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 150, majorité absolue : 76. Est élu :

Christoph Hurni par 150 voix

Assermentation

Le président. Ich gratuliere Herrn Christoph Hurni ganz herzlich zu seiner Wahl. Wir vollziehen nun gleich die Vereidigung des neuen Obergerichters. Ich bitte alle Anwesenden, sich zu erheben.

Monsieur Hurni fait la promesse.

Le président. Ich wünsche Herrn Oberrichter Hurni in seiner neuen Funktion viel Erfolg und Befriedigung. (*Applaudissements*)

Affaire 2016.RRGR.941. Résultat de l'élection complémentaire d'une juge germanophone de la Cour suprême, pour la période du 01.02.2017 au 31.12.2022

Bulletins distribués : 152, bulletins rentrés : 145, dont 35 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 110, majorité absolue : 56. Est élue :

Sonja Koch par 109 voix

Affaire 2016.RRGR.943. Résultat de l'élection complémentaire de deux juges suppléants francophones de la Cour suprême, pour la période du 01.02.2017 au 31.12.2022

Bulletins distribués : 152, bulletins rentrés : 148, dont 38 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 110, majorité absolue : 56. Sont élus :

Aleksandra Bjedov par 96 voix

Beat Brechbühl par 110 voix

Affaire 2016.RRGR.946. Résultat de l'élection complémentaire de deux juges spécialisés du tribunal arbitral des assurances sociales, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022

Bulletins distribués : 152, bulletins rentrés : 152, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 152, majorité absolue : 77. Sont élus :

Roland Brechbühler par 152 voix

Ursula Peter Giordano par 150 voix

Affaire 2016.RRGR.954. Résultat de l'élection complémentaire du président de la Commission de recours contre les mesures administratives prononcées en vertu de la loi sur la circulation routière (CRMLCR) pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2019

Bulletins distribués : 152, bulletins rentrés : 152, dont 1 blanc et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 151, majorité absolue : 77. Est élu :

Marc Wollmann par 151 voix

Affaire 2016.RRGR.955. Résultat de l'élection complémentaire du vice-président de la Commission de recours contre les mesures administratives prononcées en vertu de la loi sur la circulation routière (CRMLCR) pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2019

Bulletins distribués : 152, bulletins rentrés : 152, dont 1 blanc et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 151, majorité absolue : 77. Est élu :

Andreas Jenzer par 151 voix

Affaire 2016.RRGR.947. Résultat de l'élection complémentaire de quatre juges spécialisés de la Commission des améliorations foncières (CAF) pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022

Bulletins distribués : 152, bulletins rentrés : 152, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 150, majorité absolue : 76. Sont élus :

Peter Hodel par 136 voix
Fritz Holzer par 136 voix
Kuno Moser par 88 voix
Stephan Tschudi par 95 voix

Beat Lehmann obtient 65 voix.

Affaire 2016.RRGR.948. Résultat de l'élection complémentaire d'un juge germanophone de tribunal régional (à 100%) pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022

Bulletins distribués : 152, bulletins rentrés : 151, dont 5 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 146, majorité absolue : 74. Est élu :

Benjamin Walser par 146 voix

Affaire 2016.RRGR.950. Résultat de l'élection complémentaire d'une juge germanophone d'autorité régionale de conciliation spécialisée dans les litiges relevant du droit du bail pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022

Bulletins distribués : 152, bulletins rentrés : 151, dont 1 blanc et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 150, majorité absolue : 76. Est élue :

Sabina Meier par 150 voix

Résultats des réélections dans les autorités judiciaires

Affaire 2016.RRGR.952. Résultat de la réélection du président de la Cour suprême pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2019

Bulletins distribués : 149, bulletins rentrés : 149, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 149, majorité absolue : 75. Est élu :

Stephan Stucki par 143 voix

Affaire 2016.RRGR.953. Résultat de la réélection du président du Tribunal administratif pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2019

Bulletins distribués : 149, bulletins rentrés : 149, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 149, majorité absolue : 75. Est élu :

Thomas Müller par 143 voix

Affaire 2016.RRGR.949. Résultat de la réélection de deux juges germanophones de tribunal régional (à 100%) pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022

Bulletins distribués : 149, bulletins rentrés : 149, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 149, majorité absolue : 75. Sont élus :

Nicole Fankhauser par 140 voix
Roger Zuber par 144 voix

Affaire. 2016.RRGR.761. Résultat de la réélection du délégué à la protection des données pour la période du 01.01.2017 au 28.02.2019

Bulletins distribués : 149, bulletins rentrés : 146, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 146, majorité absolue : 74. Est élu :

Markus Siegenthaler par 103 voix

Le président. Das waren die Wahlergebnisse, ich gratuliere allen gewählten ganz herzlich. (*Applaudissements*) Die Resultate werden sicher auch bald im Internet aufgeschaltet. Wir setzen die Debatte über Traktandum 42 fort. Wir haben vom Motionär gehört, worum es geht. Nun ist das Wort für die Fraktionen offen. Wir haben noch einen Mitmotionär, Herrn Grossrat Trüssel. Spricht er als Mitmotionär oder für die Fraktion? – Für die Fraktion. Dann gehen wir die Sprecherliste so durch, wie sich die Leute angemeldet haben. Herr Grossrat Kummer beginnt für die SVP-Fraktion.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC). Was will die Motion im Prinzip? Transparenz bezüglich der Monopolrente der BKW. Der Regierungsrat soll verpflichtet werden, dem Grossen Rat jährlich einen Bericht über die Mehreinnahmen der BKW aufgrund der regulierten Strompreise zuzustellen: über die im Netzbereich erwirtschafteten Betriebsgewinne, über die kalkulierten Kapitalkosten und über die kantonalen Gesamteinnahmen im Zusammenhang mit der BKW.

Wir haben dieses Geschäft in der SVP-Fraktion ausführlich diskutiert und finden es fragwürdig. Wir verlangen hier wieder Berichte, obwohl wir ja grundsätzlich gegen Berichte sind, die nicht unbedingt sein müssen. Wir wollen ja die Verwaltung nicht zusätzlich belasten. Auch eine Offenlegung einzelner Geschäftsdaten und Kalkulationen sowie die anschliessende, öffentliche Zugänglichkeit, die der Motionär verlangt, bereitet uns Unbehagen. Wie wir gelesen haben, hat ein Aktionär leider grundsätzlich kein solches Recht. Die Punkte 2 bis 4 der Motion sind auch klar im öffentlichen Zugang. In der Antwort sind sie aufgeführt, und wir sehen keinen grossen Sinn, hier noch einmal zusätzliche Kosten zu verursachen. Zudem ist unsere Regierung dort ja dabei, und wir haben Vertrauen in die ganze Angelegenheit. Wir wollen nichts Zusätzliches, das es nicht unbedingt braucht. Der Regierungsrat lehnt die Motion ab, und auch wir sind mehrheitlich dagegen. Es gibt einige Fraktionsmitglieder, die es vom KMU-Gedanken her ähnlich sehen, wie der Motionär. Sie werden den Vorstoss unterstützen. Aber die Mehrheit der Fraktion wird weder eine Motion noch ein allfälliges Postulat unterstützen.

Martin Boss, Saxeten (Les Verts). Die Motionäre verlangen mit ihrer Motion in vier Punkten Transparenz beziehungsweise Offenlegung von Kennzahlen der BKW. Wer möchte nicht mehr Transparenz? Begründet wird der Vorstoss vor allem damit, dass eine künstliche Verteuerung des Stroms sowie eine versteckte Steuer vermutet werden, die zu Lasten des Gewerbes und der Berner Haushalte geht. Zu Punkt 1: Die BKW ist verpflichtet, sich bei der Preisgestaltung an geltendes Recht zu halten. Ein Bundesgerichtsentscheid betreffend Durchschnittspreismethode für die Stromtarife der gebundenen Endkunden hat auch für die BKW Gültigkeit. Die Bundesgesetzgebung ist also in diesem Punkt 1 massgebend. Das ist ein nationales Thema und nicht Thema des Regierungsrats oder des Parlaments des Kantons Bern. Wie der Regierungsrat in seiner Antwort ausführt, muss die BKW dem Mehrheitsaktionär Kanton Bern beziehungsweise der Öffentlichkeit keine internen, vertraulichen Unternehmensdaten weitergeben. Obwohl auch uns diese Kennzahlen interessieren würden, müssen wir uns aus den genannten Gründen ohne sie abfinden. Die grüne Fraktion wird Punkt 1 grossmehrheitlich ablehnen.

Zu Punkt 2, 3 und 4: Der Regierungsrat beantwortet alle Fragen zufriedenstellend und zeigt die relevanten Zahlen zu diesen drei Punkten auf. Die grüne Fraktion wird die Punkte 2 bis 4 grossmehrheitlich annehmen und gleichzeitig abschreiben.

Le président. Nun muss ich kurz nachsehen. – Punktweise Abstimmung wird gewünscht und bei Punkt 2 bis 4 ist auch die Abschreibung beantragt.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Wir sind sicher auch generell für eine transparente Information durch die BKW. Wir konstatieren aber auch, dass dies weitestgehend so geschieht. Die Punkte 2 bis 4 sind eigentlich beantwortet. Dort wurde klar gesagt, was läuft und welche Summen realisiert wurden. Beim Stromnetz ist die BKW ja ohnehin gar nicht frei, wie sie kalkulieren will. Die Zinssätze

werden vom ElCom vorgegeben, damit jeder Netzbetreiber etwa gleich kalkuliert und nicht einer billiger ist als der andere. Zu Punkt 1: Uns ist klar, dass die BKW dort nicht einfach alle Karten auf den Tisch legen kann. Das wäre ja beinahe Selbstmord, denn das ist Geschäftsgeheimnis. Wenn sie alles offenlegen würden, muss die Konkurrenz nur schauen, was sie machen, und damit wird die BKW in diesem Geschäft benachteiligt. Deshalb lehnen wir alle Punkte ab.

Peter Flück, Interlaken (PLR). Selbstverständlich ist auch die FDP-Fraktion für Transparenz. Die Regierung zeigt aber in ihrer Antwort zu den Punkten 2 bis 4 auf, dass man dies dem Geschäftsbericht entnehmen kann. Das sind die Rechte, die wir als Aktionäre haben. Da sollten wir aus unserer Sicht nicht noch zusätzliche Rechte einfordern. Zu Punkt 1: Dazu gibt es ein Bundesgerichtsurteil, und wir gehen davon aus, dass die Stromversorger diesbezüglich Massnahmen ergreifen müssen. Wie diese aussehen, wissen wir nicht. Das ist uns durchaus bewusst, doch wir gehen davon aus, dass da gehandelt werden muss. Wenn der Motionär gesagt hat, dass er jetzt schon das dritte Mal einen Vorstoss zur BKW behandeln oder sich anhören muss, dann kann ich nur Folgendes sagen: Ich bin nun seit zehneinhalb Jahren im Grossen Rat, und ich habe aufgehört zu zählen, wie viele Vorstösse über die BKW bereits eingereicht wurden. Eines habe ich daraus jedoch gelernt: Bewegen konnten wir gar nichts; null! Und ich frage mich auch hier, was wir machen würden, wenn wir die Zahlen auf dem Tisch liegen hätten. Als Gesetzgeber können wir dort keinen Einfluss nehmen. So beurteile ich es. Ich bitte Sie, alle Punkte abzulehnen.

Marianne Dumermuth, Thoune (PS). An die Adresse der glp: Das ist einmal mehr ein Vorstoss, bei dem Sie ein wenig auf dieser Privatisierungswelle reiten, und wir haben langsam das Gefühl, das gar nicht mehr einordnen zu können. So lange es um Grundversorgung geht – und hier geht es eben zum Teil auch um Grundversorgung – sind wir froh, wenn der staatliche Einfluss im Positiven sehr gross ist. Ich frage mich auch, wo denn die grünen Anliegen sind. Solche sind doch am besten deponiert, wenn sie im staatlichen Einfluss aufgehoben sind. Das haben wir schon oft feststellen können. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird alle Punkte ablehnen. Wir haben auch den Eindruck, dass wir genügend Transparenz haben. Doch das ist für uns nicht einmal der wichtigste Punkt. Vielmehr wollen wir den impliziten oder sogar expliziten Wunsch nach einem Verkauf der BKW nicht unterstützen. Im heutigen Zeitpunkt wäre es ohnehin beinahe Selbstmord, wenn man ein solches Unternehmen, das es geschafft hat, in diesem Strommarkt einigermaßen gut dazustehen, aus den Händen geben würde. Ich wiederhole: Wir werden alle Punkte ablehnen.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich muss hier schon kurz etwas richtigstellen. Wir wollen die BKW in der Form, wie sie heute ist, nicht verkaufen. Wir sind klar für eine Trennung zwischen monopolistischen Teilen, wie Netz und wesentliche Kraftwerke, und den Dienstleistungen, den Handel- und KMU-konkurrenzierenden Punkten. Wir sehen in dieser Debatte über die Transparenz von Kosten und der Offenlegung von Monopolrenten wieder, wie schwierig die heutige Situation mit unserer BKW ist, einem staatsnahen Betrieb, der unsere Unternehmungen und KMU konkurrenziert. Lassen sie uns ein bisschen weiter rechnen. Etwa 300 Mio. Franken ergeben sich aus den Netzen als Monopolrente. Das ist gesetzlich geregelt. Dort haben wir auch keine Einwände. Wenn ich aber gleichzeitig in die Bücher der BKW schaue, haben die Konzernbeteiligungen auf 110 Mio. Franken zugenommen. Das sind Akquisitionen, die man im Gewerbebereich gemacht hat: rund 110 Mio. Franken. Mit diesen teuer gekauften 110 Mio. Franken Umsatz hat man eine Rendite von 4 Prozent erwirtschaftet, also rund 4 «Milliönchen». Ich muss dem leider so sagen. Wie wird das finanziert? Aus der Monopolrente heraus, aus den 300 Mio. Franken von den Netzen. Nun sehen wir doch, wie schwierig diese Konstellation ist.

Wir sprechen nun noch ein wenig über das Thema Verkauf der BKW. Wir sind dort klar der Meinung, dass wir die BKW in ihrer heutigen Form nicht verkaufen. Weshalb? Die Netze in der Schweiz haben einen Wert von etwa 60 Mrd. Franken. So viel kann man noch recherchieren. Man findet aber nicht heraus, welchen Wert das BKW-Netz hat. Das ist ein gut gehütetes Geheimnis. Wenn man obige Zahl aber auf die versorgten Haushalte herunterbricht, ist eine Hochrechnung nicht schwierig. Damit haben die Netze der BKW einen Wert zwischen 4,5 und 6 Mrd. Franken. Der aktuelle Börsenkurs der BKW beträgt rund 2 Mrd. Franken, und der Kanton hat eine Beteiligung von 50 Prozent. Wenn wir nun ernsthaft die Beteiligung reduzieren wollen, ist das ein Ausverkauf von Volksvermögen. Dagegen werden wir uns wehren. Deshalb ist bereits die nächste BKW-Motion am Start. Sie will eine klare Aufsplittung; nämlich die BKW vom Markt nehmen, wesentliche Netzteile beim Kanton belassen und die Dienstleistungen auslagern. Aufgrund der dürftigen Zahlen können

wir nur spekulieren, Abschätzungen vornehmen und vernünftige Kalkulationen machen. Alles in allem macht dieser Business Case, den wir im Moment machen, keinen Sinn. Und wir alle hier im Grossen Rat stecken irgendwie den Kopf in den Sand und haben das Gefühl: Ja, die machen das schon gut, schliesslich überweisen sie uns jedes Jahr 80 «Milliönchen». Transparenz ist wichtig, deshalb bitte ich Sie, diesen Vorstoss deutlich zu überweisen, damit wir nicht im Nebel stochern und in diesem Sumpf herumbohren müssen, sondern mit klaren und transparenten Zahlen Vorstösse machen können.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Die EVP-Fraktion ist meist zurückhaltend und sensibel, wenn es um Steuersenkungsforderungen geht, auch bei versteckten Steuern. Wie ich die Argumentation verstanden habe, geht es darum, wie viele versteckte Steuern wir an die BKW respektive an den Kanton bezahlen. Trotzdem ist für uns der Wunsch nach mehr Transparenz und Information in diesem regulierten Bereich nachvollziehbar. Das hat man schon diskutiert. Die Materie ist aber offenbar rechtlich und finanztechnisch komplexer, als dass dem berechtigten Wunsch nach mehr Transparenz mit einer einfachen «Milchbüechli»-Rechnung entsprochen werden könnte. Das ist nicht despektierlich gemeint. Du hast komplexe Rechenspiele gemacht. Diese sind mir zu schnell gegangen, auch wenn ich manchmal am Abend mit meinen Zwillingen übe. Es ist offenbar mathematisch doch nicht ganz so einfach. Eine Schwierigkeit sehen wir bereits bei der Frage, wie die erzielten Einnahmen mit denen in einem freien Markt verglichen werden sollen. Welcher freie Markt für Privatkunden kann zum Vergleich herbeigezogen werden?

Die EVP-Fraktion hat aber auch grundsätzliche Bedenken, wenn der Strommarkt für Privatkunden vollständig liberalisiert werden soll. Gemäss Aussagen von Bundesrätin Leuthard ist das offenbar im Jahr 2018 geplant. Hier eine Klammerbemerkung: Weshalb macht die Regierungsantwort keinen Link zu diesem Thema? Wir befürchten, dass mit einem starken Marktdruck die energiepolitischen Ziele noch mehr unter Druck, respektive unter die Räder kommen. Wir wollen auch nicht einer Terrainbearbeitung für einen Verkauf der BKW Vorschub leisten, wie schon Marianne Dumermuth von der SP-JUSO-PSA-Fraktion gesagt hat. Das ist immer wieder geschehen. Sorry Luca, wir haben noch kurz diskutiert: Auch bei einem Postulat helfen wir nicht mit.

Le président. Es gibt keine Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher. Dann hat Frau Regierungsrätin Egger das Wort.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Ich möchte den Fraktionssprecherinnen und Fraktionssprechern für Ihre Äusserungen danken. Der Antwort des Regierungsrats kann ich nicht viel hinzufügen. Wesentliches wurde bereits gesagt, und ich habe nur zwei Ergänzungen: Ein Mehrheitsaktionär hat nicht mehr Rechte als ein «normaler» Aktionär. Mit einer einzelnen Aktie der BKW haben Sie dieselben Einsichtsrechte wie ein Mehrheitsaktionär.

Zweitens zu den Fragen und Bemerkungen von Herrn Grossrat Alberucci: Es soll nun nicht despektierlich klingen, und ich will kein böses Blut schüren. Doch wir müssen uns langsam fragen, was wir hier im Grossen Rat diskutieren. Herr Grossrat Alberucci, wir sind hier nicht an einer Generalversammlung der BKW, und ich bin auch nicht CEO der BKW. Leider kann ich Ihnen nicht mehr sagen, als im Bericht steht. Wenn Sie Auskunft über die BKW erhalten wollen, dann rate ich Ihnen, eine Aktie zu kaufen. Im Moment kostet eine solche 44.65 Franken. Dann können Sie an die Generalversammlung gehen und dort Fragen stellen. (*Agitation*) Doch weil das rechtlich so vorgesehen ist, garantiere ich Ihnen, dass Sie nicht mehr Auskunft erhalten werden, als in der Antwort steht. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss abzulehnen.

Le président. Der Motionär wünscht noch einmal das Wort. Wie gesagt, stimmen wir dann ziffernweise ab. Sie haben für drei Minuten das Wort, Herr Alberucci.

Luca Alberucci, Ostermundigen (pvl). Ich finde es schade, dass wir diese Transparenz nicht herbeiführen wollen, wenn es einfach darum geht, Entscheide zu fällen. Ich appelliere an die Linke und freue mich schon auf die Diskussionen, wenn es um das Beteiligungsgesetz geht. Ich frage Sie, wie man diese Diskussion führen kann, wenn man nicht weiss, wie viel Monopolrente man bei einem Verkauf allenfalls einem privaten Unternehmen zuschancen würde. Vielleicht hat mich Marianne Dumermuth falsch interpretiert. Aus meiner Sicht spricht eine Monopolrente gegen einen Verkauf und nicht dafür. Ich bin nicht bereit, 300 Mio. Franken nach Essen zu schicken. Dann lasse

ich sie lieber in der Berner Volkswirtschaft liegen.

Auf diese Diskussion freue ich mich und natürlich auch auf die Diskussion nach dem 27. November, wenn die Atomausstiegsinitiative vielleicht angenommen wurde. Wenn dann plötzlich Schadenersatzforderungen seitens BKW auf dem Tisch liegen, wird die Energiewirtschaft ihre Geschäftsgeheimnisse sicher sehr freizügig preisgeben wollen, denn dann geht es darum, Kosten aufzuzeigen. Wenn es aber darum geht, eine versteckte Steuer darzustellen, dann gibt es keine Transparenz. Das scheint hier ein wenig die Regel zu sein. Ich bedaure, dass der Grosse Rat diese Transparenz nur gemäss Lippenbekenntnissen will. Wenn es aber darum geht, eine klare solide Grundlage für kommende Diskussionen zu schaffen, dann sind wir nicht genügend mutig und konsequent, die Motion zu überweisen. Ich hoffe, die nächsten zehn Jahre sind fruchtbarer als die letzten, Herr Grossrat Flück.

Nun gehen wir punktweise vor. Lieber mit wehenden Fahnen untergehen, als gar nichts zu sagen haben. Sicher werde ich nicht wandeln, sondern den Antrag als Motion aufrechterhalten. Punkt 1 ist nicht beantwortet. Der Regierungsrat versteckt sich hinter dem Geschäftsgeheimnis. Ich habe vorher von Frau Regierungsrätin Egger gehört, dass der Kanton keine Bevorzugung gegenüber anderen Aktionären will. Ich will keine Bevorzugung, sondern ich möchte einfach, dass jeder Aktionär informiert wird: Wieviel verdient die BKW aufgrund des eigenen Versorgungsgebiets zusätzlich auf den Stromkosten? Diese Forderung wird aufrechterhalten. Bei Forderung 2 habe ich durchaus Verständnis. In Punkt 3 habe ich keine Prozentzahl verlangt, sondern einen Frankenbetrag. Hier steht der Betrag von 300 Mio. im Raum, und er ist aus meiner Sicht auch sehr plausibel. Ich halte an der Motion fest, und wir stimmen punktweise ab.

Le président. Wir kommen zur ziffernweisen Abstimmung über diese Motion. Bei den Ziffern 2, 3 und 4 werden wir über die Abschreibung befunden, sofern sie angenommen werden sollten. Nun stimmen wir ab. Wer Ziffer 1 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 24

Non 103

Abstentions 14

Präsident. Sie haben Ziffer 1 abgelehnt. Wer Ziffer 2 annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 26

Non 97

Abstentions 18

Le président. Auch Ziffer 2 wurde verworfen. Wer Ziffer 3 der Motion annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 27

Non 97

Abstentions 17

Le président. Sie haben auch Ziffer 3 abgelehnt. Wer Ziffer 4 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 29

Non 96

Abstentions 15

Le président. Auch Ziffer 4 wurde abgelehnt. Damit ist die Behandlung des Traktandums 42 abgeschlossen.